

## PLAN GENERAL DE COORDINATION SPS (PGC)

*Opération de 2<sup>ème</sup> catégorie*

**Dossier A25013**

### OPÉRATION

**Travaux de l'opération d'aménagement du  
vestibule Serlio et rénovation des CTA.**

**Château de Fontainebleau, Place du Général de Gaulle, Fontainebleau  
(77300)**



Date	Indice	Nature de modification	Nom
12/09/2025	2	Modification selon recommandations du MO	Tassadit ISSAD

## SOMMAIRE

1. PRÉAMBULE .....	4
2. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION .....	5
a) Description succincte de l'opération .....	5
b) Adresse du chantier .....	5
c) Dessertes de chantier .....	6
d) Intervenants de l'opération : .....	6
e) Organismes de prévention .....	6
f) Travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques .....	7
g) Calendrier général des travaux .....	7
h) Prévision d'effectifs. ....	7
i) Liste des lots : .....	7
j) Pollution des sols : .....	7
k) Présence de matériaux contenant de l'amiante et/ou du plomb .....	8
3. MESURES D'ORGANISATIONS GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR L'ÉQUIPE DE CONCEPTION, EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR .....	9
a) Plan d'installations de chantier .....	9
b) Cantonnements .....	10
c) Bureaux de chantier .....	11
d) Dispositions prises pour que seules les personnes autorisées aient accès au chantier .....	11
e) Consignation des réseaux existants .....	11
f) Branchements de chantier .....	12
g) Clôtures et accès chantier- panneauage .....	13
h) Échafaudages .....	14
i) Appareils de levage et engins .....	15
4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE SANTE ET SUJÉTIONS QUI EN DÉCOULENT .....	16
a) Relations entre le Coordonnateur SPS, le Maître d'Ouvrage, et les entreprises .....	16
b) Démarches administratives .....	16
c) Registre de sécurité .....	17
d) Contraintes propres au site .....	17
e) Circulations horizontales .....	17
f) Circulations verticales .....	18
g) Chargement - déchargement .....	18
h) Zones de stockage .....	19

i)	Modes opératoires .....	19
j)	Mesures prises en matière d'interactions sur le site.....	23
k)	Protections collectives .....	24
l)	Protections individuelles.....	25
5.	MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT .....	26
6.	RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS ET MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE.....	28
a)	Procédures .....	28
b)	Appel des secours .....	28
c)	Affichage divers .....	29
d)	Accès.....	30
e)	Sauveteurs Secouristes du Travail .....	31
f)	Trousses de secours .....	31
7.	MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS ET TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS .....	32
8.	: LE DHOLDocument Harmonisé des Opérations de Livraisons .....	33
	<u>ANNEXE</u> 01: LISTE DES INTERVENANTS.....	35
	ANNEXE 02 : PLANNING .....	38

## 1. PRÉAMBULE

Ce document définit un ensemble de mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Il constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises sous-traitantes et travailleurs indépendants, qui devront tenir compte des dispositions qu'il comporte dans l'établissement de leur offre et de leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Chaque intervenant est réputé intégrer l'ensemble des dispositions légales en matière d'hygiène, de sécurité et de protection de la santé ainsi que les mesures prescrites dans le présent document. Ce plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est évolutif. Il sera complété et adapté, par le Coordonnateur, en fonction de l'évolution du chantier. Il définit un niveau de prévention qui peut être illustré par des exemples, à la charge de chaque entreprise de définir les solutions les plus adaptées à mettre en œuvre. Au sens du code de travail, dans ce document le maître d'œuvre peut être constitué d'une équipe nommée de conception

L'intervention d'un Coordonnateur sur l'opération ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun des participants à l'opération, en application des dispositions du Code du Travail (art. L 4532-6).

L'employeur met en œuvre les mesures prévues à l'article L4121-1 sur le fondement des **principes généraux de prévention** suivant :

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral, tel qu'il est défini à l'article L. 1152-1 ;
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Interactions entre chantiers :

Si d'autres chantiers sont en cours ou viendraient à démarrer à proximité immédiate ou à l'intérieur de l'emprise du chantier, les maîtres d'ouvrages devront organiser une concertation entre eux.

La participation de tous les Maîtres d'Ouvrages concernés et le cas échéant des Maîtres d'Œuvres et des Coordonnateurs SPS concernés, à ces concertations, est obligatoire.

Cette concertation a notamment pour objectif d'identifier d'éventuelles interférences et de traiter les risques importés et exportés entre les chantiers :

- évolution d'appareils de levage,
- interventions en limite ou à l'intérieur des emprises délimitées par les clôtures,
- des travaux de concessionnaires,
- etc...

La mission d'ESPACE ETUDES se limite aux travaux menés sous la maîtrise d'ouvrage qui est l'Etablissement Public du Château de Fontainebleau, Place du Général de Gaulle 77300 Fontainebleau, relatifs au contrat de mission de coordination SPS entre ces 2 parties.

Les autres maîtres d'ouvrage devront faire appel à un Coordonnateur SPS, s'ils estiment qu'il y a, pour la réalisation de leurs propres ouvrages, une coactivité (simultanée ou successive) de leurs entreprises.

Cependant, ESPACE ETUDES se tient à la disposition d'OPPIC, sur demande de ce dernier, pour participer aux concertations entre les Maîtres d'Ouvrages, au sujet des risques importés et exportés impactant le chantier.

## 2. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

### a) Description succincte de l'opération

Il s'agit de travaux de l'opération d'aménagement du vestibule Serlio et de ses espaces contigus et la rénovation des CTA 12, 13, 14 et 15.

L'opération se décompose en deux phases ou sous-opérations :

- En phase 1 : l'aménagement de la zone SERLIO y compris rénovation des installations techniques et mise aux normes (cf. Annexe 5.1 APS P.PONSOT).

Les espaces restaurés et réaménagés dans le cadre de la sous-opération 1 sont principalement des espaces recevant du Public.

- En phase 2 : la création de locaux techniques et le remplacement de quatre CTA situées dans les sous-sols du quartier des Princes (Cf Annexes 5.2 et 5.3 Extrait études de programmation Phase II Schéma directeur, P.PONSOT).

Les espaces en sous-sol créés ou réaménagés dans le cadre de la sous-opération 2 sont des locaux Techniques.

### a) Adresse du chantier

Localisation projet



**b) Dessertes de chantier**

Le chantier se situe au **Château de Fontainebleau, Place du Général de Gaulle, Fontainebleau (77300)**

Stationnements de surface dans les rues avoisinantes.

Transports en commun dans les rues avoisinantes.

**c) Intervenants de l'opération :**

VOIR ANNEXE 01

**d) Organismes de prévention**

 Liberté • Égalité • Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE	<b>DRIETS Ile de France</b> INSPECTION DU TRAVAIL - Unité Départementale section 3 de l'unité de contrôle 4 de la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités des Yvelines Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de Seine et Marne Cité administrative - Bât C - 20, quai Hippolyte Rossignol 77011 MELUN Cedex 07 75 18 87 88 <a href="mailto:ddets-uc4@seine-et-marne.gouv.fr">ddets-uc4@seine-et-marne.gouv.fr</a>
 L'Assurance Maladie RISQUES PROFESSIONNELS CRAMIF Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France/sécurité sociale PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS	<b>CRAMIF</b> antenne 77 Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France/sécurité sociale PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS 104 allée des Amaryllis 77190 Dammarie-les-Lys 01 44 65 18 18 <a href="mailto:prevention77.cramif@assurance-maladie.fr">prevention77.cramif@assurance-maladie.fr</a>
 <b>OPPBTP</b> La prévention BTP	<b>OPPBTP</b> Direction régionale ILE DE France Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics 1 rue Heyrault 92660 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX

**e Déclaration préalable**

La déclaration préalable est transmise par le Maître d'Ouvrage à l'Inspection du Travail, la CRAMIF et l'O.P.P.B.T.P, elle doit être affichée sur le chantier.

Assurer le piquetage suivant la précision de connaissance des positions.

Le personnel et les encadrants sont AIPR (formation et autorisation d'intervention à proximité des réseaux)

Les entreprises devront se conformer avant le démarrage des travaux aux prescriptions de sécurité imposées par les différents concessionnaires (EDF, GDF, France Télécom, Compagnie des Eaux, etc.) dans les retours de D.I.C.T.. Les modes opératoires présentés par ces entreprises tiendront compte des alertes concessionnaires sur des réseaux mal classifiés, repéré A ou B ou C. Les entreprises devront s'assurer, avant début de leurs travaux dans la zone, auprès du Maître d'ouvrage que tous les réseaux fluides, y compris les installations électriques, ont été consignés, coupés et purgés.

Les consignations des réseaux (électricité, eau, gaz, ...) doivent faire l'objet d'un accord formel écrit des services concessionnaires.

Les attestations de consignation électrique ainsi que tous les autres documents relatifs aux coupures et à la purge des autres réseaux fluides doivent être transmis au Maître d'Ouvrage, à la Maîtrise d'Œuvre et disponibles sur place pour être consultés par le Coordonnateur SPS.

Les éventuels réseaux qui devront rester alimentés et en fonctionnement seront repérés piquetés sur le terrain et signalés, voire protégés, dès la phase de préparation de chantier, pour toute la durée nécessaire.

Pour tous les travaux d'ordre électrique sur ou au voisinage d'une installation en exploitation y compris les réseaux de chantier, les entreprises doivent respecter les dispositions de sécurité imposées par la norme NFC 18-510 ainsi que celles contenues dans la publication UTE C 18-510.

**e) Travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques**

Chaque entreprise devant effectuer des opérations (livraisons, travaux, levages, etc.) au voisinage d'installations électriques doit s'assurer qu'au cours de l'exécution de ces opérations, le personnel ne sera pas susceptible de s'approcher lui-même ou d'approcher les outils, appareils ou engins qu'il utilisera, ou une partie quelconque des matériels et matériaux qu'il manutentionnera, à une distance dangereuse des pièces conductrices nues sous tension, et notamment à une distance inférieure à 3 ou 5 mètres, selon la valeur des tensions de ces lignes ou installations.

Nota : pour déterminer les distances minimales qu'il convient de respecter par rapport aux pièces conductrices nues normalement sous tension, d'une part, de tous les mouvements possibles des pièces conductrices nues sous tension de la ligne, canalisation ou installation électrique, d'autre part, de tous les mouvements, déplacements, balancements, fouettements (notamment en cas de rupture éventuelle d'un organe) ou chutes possibles des engins utilisés pour les travaux envisagés.

**f) Calendrier général des travaux**

Le démarrage prévisible du chantier est janvier 2026 pour une durée de 13 mois hors installation de base vie.  
Voir planning en ANNEXE 2

**g) Prévision d'effectifs.**

A définir en période de préparation pour le dimensionnement de la base vie ;  
Et pour les secours, identifier les besoins en Sauveteurs Secouristes au travail (SST)

**h) Liste des lots :**

- Lots MH
- 01- IC-Maçonnerie-GO
- 02- Désamiantage
- 03- Menuiserie bois
- 04- Peinture
- 05- Métallerie-Ferronnerie
- 06- Lustrerie
- 10- Lot unique Base vie
- Annexe Nomenclature Menuiseries
- Lots Techniques
- Appareils élévateurs
- CFO/CFA
- CVC/PLB

**i) Pollution des sols :**

Diagnostic initial de pollution établi en date du 16 MAI 2025

Diagnostic initial amiante établi en date du 06 MAI 2025

**j) Présence de matériaux contenant de l'amiante et/ou du plomb**

Rapport de diagnostic technique avant démolition établi par **INAXE Energie & Environnement**

⇒ il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante qu'il sera nécessaire de repérer avant tout travaux

Il reste des secteurs qui n'ont pas pu être visités et qu'il conviendra d'investiguer en période de préparation



### 3. MESURES D'ORGANISATIONS GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR L'ÉQUIPE DE CONCEPTION, EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

#### a) Plan d'installations de chantier

L'Entreprise Principale intégrera à ses travaux pour l'installation de chantier le déplacement ou la modification, puis la remise en état :

- Des circulations piétonnes et routières ;
- Des emplacements de stationnement.

L'Entreprise Principale établira un plan, qui devra préciser, pour chaque phase de l'opération :

- Le tracé des clôtures de chantier, avec implantation des accès véhicules et piétons (en tenue de ville);
- L'emplacement des réseaux extérieurs à l'emprise des clôtures de chantier, repérés dans un plan de synthèse, intégrant les informations obtenues dans les retours de DICT ;
- L'implantation des réseaux aériens et enterrés, fosses, cuves et regards, dans l'emprise des clôtures de chantier ;
- L'emprise des chantiers en cours dans le périmètre impacté par le démarrage de l'opération ;
- L'organisation du trafic piéton, véhicules et engins, autour du chantier, avec indication précise des déviations obligatoires, zébras, panneautage, etc. et toutes modifications apportées à la situation existante avant travaux ;
- Le principe de circulation et voies piétonnes, véhicules et engins, intérieures au chantier ainsi que leurs limites d'emploi (résistance, gabarits, pentes, etc.) ;
- L'implantation éventuelle d'un parking pour véhicules ;
- Les zones tampon de stationnement ou de livraison ;
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets ;
- L'implantation des zones de livraison et de déchargement ;
- L'implantation des zones de stockage ;
- L'aire de lavage de roues des véhicules sortants ;
- L'implantation de l'armoire électrique générale du chantier ;
- L'implantation de la vanne de coupure générale de l'alimentation en eau ;
- L'implantation des zones de cantonnements ;
- L'implantation des zones de préfabrication éventuelles ;
- L'implantation des appareils de levage, avec dates d'installation et de repliement, ainsi que les zones d'évolution et de survol en charge ;
- L'implantation des ascenseurs de chantier, avec dates d'installation et de repliement en phase de chantier;
- L'implantation éventuelle de recettes ;
- L'implantation des échafaudages de pied ;
- La voie « pompiers » libre de tout encombrement et praticable en toutes circonstances.

Ce plan sera affiché au mur du bureau de chantier, par l'Entreprise Principale.

Toutes les entreprises devront se conformer, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité, aux dispositions portées sur ce plan.

## **b) Cantonnements**

L'Entreprise Principale devra l'installation, l'entretien et le démontage des cantonnements pour tous les intervenants, pendant toute la durée de l'opération de construction.

Les cantonnements seront aménagés à l'intérieur de bungalows préfabriqués, à montage avec garde-corps. Ces garde-corps seront maintenus en toiture après montage, jusqu'au démontage des bungalows. Un escalier d'accès ou une échelle à crinoline sécurisée permettront les interventions ultérieures en toiture.

Ces installations devront pouvoir accueillir, pendant toute la durée, les effectifs maximums du chantier (voir estimation dans la partie « Prévision d'effectifs » du chapitre « renseignements généraux sur l'opération »).

Les cantonnements seront disposés de telle sorte que leur accès soit possible en tenue de ville, à chaque phase de travaux, sans avoir à traverser des zones en travaux.

Les circulations entre sanitaires et vestiaires seront couvertes et chauffées.

Ces locaux devront être correctement éclairés, ventilés, désinfectés et chauffés.

Les parois et les sols de ces installations devront être lessivables.

Des extincteurs seront disposés dans les bureaux et réfectoires.

Des lave-bottes seront installés à l'entrée de la zone de cantonnements.

### Sanitaires

Sur la base d'un WC, d'un urinoir et d'une douche pour 20 personnes, ainsi que d'un lavabo pour 10 personnes, l'Entreprise Principale installera, entretiendra, et repliera une installation sanitaire commune, mise à la disposition de tous les intervenants jusqu'à réception des travaux.

L'eau sera potable, à température réglable.

L'Entreprise Principale devra l'ensemble des consommables : papier, essuie-mains, savons, etc.

L'Entreprise Principale aménagera obligatoirement un ensemble séparé toilettes/sanitaires femme, en cas de besoin.

### Réfectoires

Sur la base de 1,5 m<sup>2</sup> minimum par personne, l'Entreprise Principale installera, entretiendra, et repliera une installation commune de réfectoires, mise à la disposition de tous les intervenants jusqu'à réception des travaux.

L'Entreprise Principale fournira, pour l'ensemble du personnel sur site, les tables, chaises, chauffe gamelles électriques, four à micro-ondes, fontaine à eau réfrigérée, réfrigérateurs et éviers.

L'eau sera potable et à température réglable.

### Vestiaires

Sur la base 1,5 m<sup>2</sup> minimum par personne, l'Entreprise Principale installera, entretiendra, et repliera une installation commune de vestiaires, mise à la disposition de tous les intervenants jusqu'à réception des travaux.

Les armoires vestiaires seront à double compartiment, éclairées et ventilées.

Des bancs seront installés en vis-à-vis des armoires.

L'Entreprise Principale aménagera obligatoirement un ensemble séparé vestiaires femme, en cas de besoin.

### c) Bureaux de chantier

La réalisation et l'enlèvement des bureaux de chantier, ainsi que leur entretien en parfait état de fonctionnement pendant toute la durée de l'opération, seront à la charge de l'Entreprise Principale.

Ils comprendront une salle de réunion, notamment pour les réunions de coordination et inspections communes.  
L'ensemble sera ventilé, éclairé et chauffé.

### d) Dispositions prises pour que seules les personnes autorisées aient accès au chantier

Avant intervention d'une entreprise (agrée par le maître d'ouvrage), il est prévu d'organiser l'inspection commune en présence du donneur d'ordre et du maître d'œuvre avant diffusion et harmonisation du PPSPS par le Coordonnateur SPS. Ces 2 actions ICP et PPSPS harmonisé permettent d'autoriser l'accès au chantier des entreprises.

Il leur appartient ensuite de réaliser l'accueil sur site (accès, circulation et secours)

Chaque entreprise donnera les instructions nécessaires à son personnel et chacun de ses sous-traitants, pour que le chantier demeure clos et indépendant, en toutes circonstances.

Tous les accès au chantier (y compris ceux inutilisés) seront clairement interdits aux tiers, par mise en place de panneaux « interdisant l'accès au public ».

Chaque entreprise, y compris sous-traitants veillera à ce que l'ensemble de ces personnels soit en règle au plan administratif et devra s'assurer que toutes les personnes qu'elles font travailler sur le chantier :

- sont munies de la carte professionnelle d'identification du BTP.
- tiennent systématiquement leur carte à la disposition des organismes de contrôle.

Chaque entreprise devra effectuer un autocontrôle journalier des dispositions ci-dessus, et sera tenue d'interdire l'accès du site aux personnels non autorisés, y compris celui de ses sous-traitants.

Tout intervenant sans carte professionnelle pourra être exclu de l'opération, par le représentant du Maître d'Œuvre ou du Maître d'Ouvrage, jusqu'à régularisation de sa situation.

Les visites de chantier par les Tiers sont interdites, sauf accord préalable du Maître d'Ouvrage et information au CSPS.

### e) Consignation des réseaux existants

Avant tout début des travaux, les Entreprises titulaires du marché de démolition, feront consigner l'ensemble des installations électriques, fluides et gaz, situées dans l'emprise de leurs travaux, avant leur intervention. Si les consignations ont été réalisées par une autre entreprise, celles désignées ci-dessus devront s'assurer que les consignations sont faites et formalisées.

Cette consignation comprend également la mise en sécurité par rapport à tout risque résiduel : purge des réseaux de fluides présentant un risque (gaz, fluides frigorigènes, etc...), et traitement des déchets.

L'Entreprise de terrassement procédera ou fera procéder, sous sa responsabilité et à ses frais, à un marquage ou un piquetage au sol permettant, pendant toute la durée du chantier, de signaler le tracé de tout élément souterrain situé dans l'emprise ou à moins de 2 mètres de l'emprise des travaux, et susceptible, compte tenu de sa profondeur, d'être endommagé par les travaux. Le marquage ou piquetage sera maintenu en bon état tout au long du chantier par l'Entreprise Principale.

Toutes les installations sous tension non enterrées seront repérées par mise en un œuvre de protection et d'étiquettes adhésives.

Toutes les interventions sur des installations électriques seront réalisées par du personnel possédant les habilitations correspondantes.

## **f) Branchements de chantier**

Les installations électriques provisoires de chantier doivent être exécutées par du personnel habilité et en respectant l'ensemble des normes en vigueur.

La vérification de ces installations doit être confiée à un organisme accrédité et faire l'objet de rapports écrits diffusés aux occupants ou utilisateurs.

### **Groupe électrogène insonorisé**

Dans l'attente du raccordement de chantier, et pendant toute la durée de cette attente, l'Entreprise Principale mettra en place un groupe autonome de production d'électricité insonorisé, conforme à la réglementation en vigueur. Compris cuve à gasoil et dispositif de rétention, mise à la terre, vérification par un organisme agréé avant mise en service.

### **Installation électrique provisoire**

L'Entreprise Principale installera l'armoire générale de chantier depuis l'armoire en limite de parcelle.

L'Entreprise Principale devra, depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement séparé de l'armoire pied de grue et des phares d'éclairage sur mât de grue ;
- Le branchement séparé des engins de levage ;
- Le branchement séparé des cantonnements ;
- L'éclairage de signalisation de la clôture de chantier ;
- L'éclairage de sécurité dans l'emprise chantier (accès aux bungalows, aire de livraison, pistes de chantier).
- Le branchement et la fourniture des coffrets électriques nécessaires aux besoins du chantier, avec prises électriques en nombre suffisant, y compris triphasé, ainsi que les réseaux de distribution ;
- L'installation d'éclairage de toutes les circulations horizontales et verticales du chantier par luminaires IP 44 fixés à plus de deux mètres des sols.

Le nombre de coffrets sera calculé de façon à ce qu'il y ait au moins :

- un coffret à 25 m en tous points du chantier.
- un coffret par étage et par cage d'escalier.

Les coffrets électriques seront étanches, et munis d'un arrêt d'urgence. Ils seront en permanence fermés à clef, le branchement de prises de courant ainsi que le réarmement devant se faire sans avoir à ouvrir la porte.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme accrédité, frais à la charge de l'Entreprise Principale.

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus par l'Entreprise Principale.

### **Eau potable**

L'Entreprise Principale devra le branchement en eau, depuis la vanne d'arrêt général, et la réalisation du réseau provisoire complet du chantier (compris aire de lavage) et des cantonnements, avec points de puisage, vannes de coupure, comptage, mise hors gel des réseaux (cordon chauffant obligatoire), etc...

La maintenance pendant toute la durée de l'opération, ainsi que le repliement des installations, seront dues par l'Entreprise Principale.

### Aire de lavage

L'Entreprise Principale devra la réalisation d'une aire de lavage avec alimentation en eau, bac de séparations des hydrocarbures et de décantation des boues, et raccordement à l'égout.

L'Entreprise Principale devra également les aires de nettoyage et bacs de rétention des bennes à béton.

### Rejet en égouts

L'Entreprise Principale effectuera la réalisation du raccordement à l'égout des cantonnements, aires de lavage, etc...

La maintenance pendant toute la durée de l'opération, ainsi que le repliement des installations, seront dus par l'Entreprise Principale.

## g) Clôtures et accès chantier- panneautage

### Clôtures et panneaux de chantier

L'Entreprise Principale devra la réalisation, l'entretien et l'enlèvement de tous les matériels et équipement ci-dessous :

- Plateforme de protection des sols existants (béton/polyane, dalles caoutchouc à emboîtement, etc.), avec préservation de l'écoulement des eaux ;
- Clôtures de chantier délimitant l'emprise ;
- GBA, balises souples et tunnels pour piétons ;
- Marquages au sol, pose des panneaux de signalisation routière ;
- Portails et portillon d'accès ;
- Éléments rigides et fixe de clôtures ou barrières, intérieurs à l'emprise, pour matérialisation des circulations piétonnes sécurisées séparées des circulations de véhicules et engins.

Les clôtures de chantier seront constituées par des éléments opaques (bardage, par exemple), conformes aux arrêtés municipaux, d'une hauteur de 2 mètres minimum, fixés sur ossatures assujetties aux sols.

L'ensemble des éléments ci-dessus, ainsi que tout panneautage, devra être stable aux vents extrêmes.

### Accès piétons

L'Entreprise Principale devra la mise en œuvre et la dépose des accès piéton à l'emprise, depuis un trottoir (du domaine public) propre et sécurisé.

Cet accès se fera depuis le trottoir de la rue, par le biais d'un portillon, ouvrant vers l'intérieur de l'emprise, largeur libre 0,80m, condamnation par serrure à canon européen, dont un exemplaire de la clef sera remis à chaque titulaire de lot.

L'Entreprise Principale mettra en place un cheminement propre et sécurisé donnant accès, depuis la limite de l'emprise, aux cantonnements.

Toutes les circulations piétonnes entre le trottoir du domaine public et le portillon d'entrée de l'emprise du chantier, seront entièrement aménagés, sécurisés, et nettoyés quotidiennement par l'Entreprise Principale. Il en sera de même entre ce portillon et les cantonnements.

Les portillons ne devront en aucun cas entrer ou sortir directement sur une circulation pour véhicules ou engins.

### Accès véhicules et engins

L'accès au chantier se fera obligatoirement en marche avant, de même que la sortie de chantier sur le domaine public.

L'Entreprise Principale devra pendant toute la durée des travaux, la mise en place de la signalisation aux accès du chantier.

Tous les véhicules sortants du chantier auront l'obligation de marquer l'arrêt. Une signalisation sera installée en ce sens.

En aucun cas les ouvriers, pendant leur manœuvre, ne devront empiéter sur la voie publique.

À chaque entrée ou sortie, l'entreprise ayant emprunté l'accès véhicule (même si celui-ci était déjà ouvert) sera tenue de fermer le portail.

Un dispositif de blocage des vantaux en position ouverte, ou semi-ouverte, devra empêcher les vantaux de se déplacer seuls par l'action du vent, sous l'effet de la pente, etc.

Le blocage des ouvrants sera dû par l'entreprise ayant opéré la manœuvre des vantaux.

Chaque entreprise devra la mise en place du personnel nécessaire pour assurer les entrées et sorties de chantier, en sécurité, depuis la voie publique. Ces personnels seront obligatoirement vêtus d'un gilet haute visibilité.

## **h) Échafaudages**

L'Entreprise titulaire du lot « Échafaudages » devra les échafaudages nécessaires pour l'intervention de toutes les entreprises intervenant en toitures qui en auraient la nécessité : revêtements de façades, étanchéité, charpente, couverture, serrurerie, couvertines, descentes eaux pluviales, menuiseries extérieures, dalles sur plots ou chapes sur balcons, finitions de maçonnerie, etc...

Les échafaudages seront du type MDS, multidirectionnels et mis en œuvre conformément aux dispositions de la parution ED 6074 de l'INRS, ainsi qu'au décret n° 924 du 01/09/2004 et à l'arrêté du 21/12/2004.

Ils seront installés et déposés par une entreprise spécialisée.

Pour rappel, les échafaudages, tours, escaliers, sapines, etc. seront montés/démontés avec :

- Obligation de direction des travaux de montage et démontage par une personne compétente ;
- Présentation de la notice de montage du fabricant ;
- Obligation de vérifications avant mise ou remise en service, et périodiques.

L'Entreprise titulaire du lot « Échafaudages » établira une convention avec chaque entreprise utilisatrice.

Ces échafaudages seront dimensionnés pour recevoir les matériaux nécessaires à la réalisation des travaux : plateformes adaptées aux poids et aux dimensions.

Ces structures devront permettre l'approvisionnement et l'évacuation des matériaux, au moyen d'un appareil de levage, sans dépose des protections.

L'entreprise titulaire du lot « Échafaudages » a la charge exclusive de l'entretien et de la maintenance de ces échafaudages, jusqu'à l'achèvement des travaux de tous ces corps d'état.

Ces échafaudages seront implantés à l'intérieur de l'emprise du chantier délimitée par les clôtures. À défaut, des dispositifs complémentaires anti-intrusion adaptés seront installés de manière à ce qu'ils soient inaccessibles aux tiers.

Les plateaux de travail de ces échafaudages devront être situés à une distance inférieure à 200mm des façades. Dans le cas contraire, installer des garde-corps côté façades.

Les échafaudages seront montés en prenant en compte toutes les singularités : balcons, terrasses, corniches, décrochements de façades, etc...

L'Entreprise titulaire du lot « Échafaudages » assurera la maintenance quotidienne, y compris remplacement des éléments défectueux, et les vérifications périodiques des échafaudages.

Seule l'entreprise titulaire du lot « Échafaudages » sera autorisée à faire apporter des modifications aux échafaudages.

À tous moments, chaque entreprise devra s'assurer que les dispositifs proposés ou mis en place sont suffisants et adaptés à ses propres travaux. Si tel n'était pas le cas, chaque entreprise devrait en aviser immédiatement l'Entreprise titulaire du lot « Échafaudages » ainsi que le Coordonnateur SPS, pour modification immédiate.

En complément de ces échafaudages, l'Entreprise titulaire du lot « Échafaudages » devra tous les tunnels de protection pour piétons, auvents, filets, bâches, etc., nécessaires à la mise en sécurité du domaine public, des circulations et accès du chantier, ainsi que des intervenants au sol.

À la livraison des échafaudages, les déchargements se feront à l'intérieur de l'emprise délimitée par les clôtures.

### Études, vérifications et réception des échafaudages

L'Entreprise titulaire du lot « Échafaudages » devra :

- les études préalables, avant l'installation, avec plans. Ils seront soumis aux différentes entreprises utilisatrices, pour leur permettre de faire un « pré-examen d'adéquation », préalablement au montage.
- les vérifications avant les mises et remises en service, ainsi que les vérifications périodiques (trimestriel).

Avant de prendre possession de l'installation mise à disposition, une convention sera réalisée avec chaque entreprise utilisatrice. Chaque entreprise utilisatrice réalisera son examen d'adéquation et les vérifications journalières.

Compte tenu des usages successifs, une réception contradictoire sera réalisée à chaque transfert de garde et d'entretien.

Dans certains cas particuliers, l'Entreprise titulaire du lot « Échafaudages » devra aussi justifier la résistance et la stabilité, par exemple en cas d'installation d'appareils ou accessoires de levage.

### i) Appareils de levage et engins

**Chaque entreprise qui fait installer des appareils de levage, des véhicules ou des engins devra faire vérifier leur installation par des organismes agréés avant mise en service, remise en service et périodiquement.**

Les rapports de vérifications périodiques, et les livrets d'entretien seront tenus à disposition du CSPS et des organismes, sur le chantier.

Une convention sera établie avec chaque entreprise autorisée à utiliser ou à bénéficier des appareils.

Les accessoires de levage nécessaires à la manutention seront fournis par l'entreprise utilisatrice.

**Chaque entreprise veillera à ce que les conducteurs soient en possession du titre d'habilitation établi par son employeur (autorisation de conduite).**

Ainsi, les véhicules, engins et appareils de levage seront utilisées par des opérateurs :

- possédant les aptitudes médicales ;
- ayant reçu des formations spécifiques à l'utilisation en sécurité des engins.
- ayant une connaissance des lieux et des instructions à respecter sur le site.

Les évolutions avec visibilité réduite ne pourront s'effectuer que sous la direction de personnes chargées :

- Du guidage ;
- De la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation.

Les notices d'instruction fournis par les fabricants seront disponibles sur site, en langue française.

L'aire d'évolution des engins devront être signalées et interdites d'accès aux autres corps d'états, par la mise en place de barrières ou de clôtures.

Les entreprises devront notamment s'interdire toute utilisation de véhicules ou d'engins sur un sol présentant des excavations, des dénivellations ou d'importantes pentes de terrain.

## 4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE SANTE ET SUJÉTIONS QUI EN DÉCOULENT

### a) Relations entre le Coordonnateur SPS, le Maître d'Ouvrage, et les entreprises

#### **Autorité et moyens donnés au Coordonnateur SPS par le maître d'Ouvrage –conditions de coopération entre les intervenants**

Le Maître d'Ouvrage informera par écrit ou par mail le Coordonnateur SPS de l'agrément de chaque entreprise sous-traitante. Le Coordonnateur SPS ne sera pas autorisé à ne pas laisser accéder au chantier les sous-traitants dont l'agrément n'aura pas été porté à sa connaissance.

Le Maître d'Ouvrage donnera accès au Coordonnateur SPS à toutes les parties et locaux concernés par l'opération.

Le Coordonnateur SPS n'a pas autorité pour arrêter seul un poste de travail ou le chantier : s'il le juge nécessaire, il adressera cette demande, par écrit, au Maître d'Ouvrage, Maître d'Œuvre et à l'entreprise concernée.

Chaque entreprise donnera instruction à son personnel, à l'arrivée sur le site, de prendre en compte sans délai les demandes du Coordonnateur SPS.

Les fiches d'observations et comptes-rendus de visites d'inspection communes seront diffusées par le Coordonnateur SPS, par email, aux intervenants concernés, le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage étant systématiquement tenus en copie. Les intervenants concernés seront tenus de viser ces fiches par retour de mail (si elles ne l'ont pas été directement sur site), en apportant, en réponse, les commentaires éventuels, justificatifs demandés et actions correctives entreprises.

Les intervenants transmettront au Coordonnateur SPS leurs documents obligatoirement au format PDF.

#### **Visite et courrier des Organismes Officiels de Prévention**

Chaque entreprise sera tenue de signaler sous 24 h, au Coordonnateur SPS, au Maître d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage, la visite sur site d'un représentant de la CRAMIF ou de l'Inspection du Travail.

Chaque entreprise sera tenue de transmettre sous 24 h, au Coordonnateur SPS, une copie des rapports de visite, des courriers adressés par les Organismes Officiels de Prévention, ou de tout autres documents ayant trait à ces visites ou portant sur les travaux de la présente opération.

### b) Démarches administratives

Chaque entreprise, et notamment les entreprises de démolition, de désamiantage et de TCE, sera tenue de procéder à toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires avant démarrage de ses travaux et, notamment :

- De modification et de déplacement de réseaux aériens et d'éclairage public ;
- De modification et de déplacement du mobilier urbain ;
- De voirie et d'occupation du domaine public ;
- De modification de la circulation des piétons et véhicules autour de l'emprise ;
- De raccordement aux réseaux publics ;
- D'installation de grue et de survol.
- Du plan de retrait des produits amiantés et méthodologie d'enlèvement des produits contenant du plomb

Sur la base des DT, récépissés de DT et plans de réseaux (classes A, B et C), et du résultat des investigations complémentaires réalisées par le Maître d'Ouvrage, les entreprises de terrassement, de gros-œuvre et de VRD adresseront les DICT aux concessionnaires.



**Chaque entreprise devra délivrer une Autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) à toute personne intervenant dans la préparation ou l'exécution de travaux à proximité de réseaux.**  
**Ces intervenants devront être titulaires d'une attestation de compétences.**

### **c) Registre de sécurité**

Chaque entreprise mettra en place son propre registre de sécurité du chantier. Ce document devra être tenu à jour en temps réel, et être consultable à tout moment.

Ce registre regroupera les vérifications initiales et les vérifications périodiques, et notamment celles effectuées sur :

- Les installations électriques de chantier ;
- Les échafaudages ;
- Les engins de chantier ;
- Les passerelles repliables de travail et de coffrage ;
- Les banches à coffrer ;
- Les groupes de production autonomes.

Ce registre enregistrera également les vérifications effectuées par la personne compétente de l'entreprise.

### **d) Contraintes propres au site**

Chaque entreprise intégrera à ses méthodologies toutes les sujétions liées à la proximité :

- Des voies « pompiers » ;
- De cuves éventuelles ;
- De bâtiments voisins ;
- De réseaux aériens ;
- De réseaux enterrés ;
- Des activités voisines ;
- De chantiers à proximité.

Les Entreprises de démolition, de gros-œuvre et de VRD procèderont aux repérages préalables à tous travaux de tous vestiges, réseaux enterrés, etc.

L'entreprise en charge de la dépose des cuves prendra à sa charge la vidange et le dégazage (y compris certificats).

Ces entreprises procèderont aux reconnaissances préalables à tous travaux à proximité des mitoyens à la parcelle :

- Nature et profondeur des fondations ;
- Cohésion des murs mitoyens ;
- Imbrication des parties à démolir avec les constructions mitoyennes - limites de prestations.

### **e) Circulations horizontales**

A son arrivée, l'Entreprise Principale devra la réalisation complète de toutes les circulations horizontales pour le personnel à pied et pour la manutention au moyen de conteneurs à roues (diables, chariots à roulette, transpalettes, chariots à plaques, etc...), depuis les installations de cantonnement, les aires de chargement et de déchargement, et les zones de stockage, jusqu'à l'entrée de chaque bâtiment.

L'Entreprise Principale devra également l'aménagement complet, à chaque niveau de chaque bâtiment, de toutes les circulations horizontales propres, dégagées et sécurisée. Ces aménagements devront permettre la circulation du personnel et la manutention au moyen de conteneurs à roues (diables, chariots à roulette, transpalettes, chariots à plaques, etc...), jusqu'à pied d'œuvre.

L'Entreprise Principale devra l'entretien, pendant toute la durée des travaux, de toutes les circulations provisoires horizontales, pour le personnel à pied, les véhicules et les engins. Elle en assurera l'entretien et l'adaptation quotidienne, jusqu'à réception des travaux.

A chaque phase de travaux, les circulations du personnel à pied seront matérialisées, depuis les limites d'emprise et les cantonnements, jusqu'aux postes de travail.

Ces circulations seront séparées physiquement des voies empruntées par les véhicules et engins.

Les zones non accessibles aux personnels à pied seront interdites d'accès par barriérage et panneautage avertisseur adéquat.

Pendant les travaux de VRD, l'adaptation des circulations pour personnel à pied, véhicules, engins et les passerelles de franchissement des tranchées, de manière à les maintenir en état de propreté et de sécurité, seront à la charge de l'entreprise titulaire du lot VRD.

L'utilisation, avant réception des travaux par le Maître d'Ouvrage, d'une partie de l'ouvrage réalisé, ne sera autorisée qu'après vérification de leur mise en œuvre par la personne compétente de l'entreprise ayant réalisé cette partie d'ouvrage.

Les parties de l'ouvrage réalisé qui ne seront pas livrables au service du chantier seront délimitées par des barrières et des affichages adaptés.

#### **f) Circulations verticales**

L'Entreprise Principale devra la réalisation et l'entretien, pendant toute la durée de l'opération, de toutes les circulations provisoires verticales pour piétons.

L'utilisation, avant réception des travaux par le Maître d'Ouvrage, d'une partie de l'ouvrage réalisé, ne sera autorisée qu'après vérification de leur mise en œuvre par la personne compétente de l'entreprise ayant réalisé cette partie d'ouvrage.

Les parties de l'ouvrage réalisées qui ne seront pas livrables au service du chantier seront délimitées par des barrières et des affichages adaptés.

#### **g) Chargement - déchargement**

L'Entreprise Principale devra, à chaque phase de travaux et pendant toute la durée de l'opération, la réalisation des aires de livraison, pour toutes les entreprises. Le contenu du projet de DHOL (document harmonisé pour les opérations de livraisons) figure en annexe au PGC, il sera finalisé avec les entreprises au cours de la période de préparation.

L'Entreprise Principale vérifiera que la portance des sols est compatible avec les approvisionnements prévus pour la réalisation des travaux, ainsi que pour d'éventuelles opérations de grutage.

Dans le cas contraire, l'Entreprise Principale aura à sa charge le renforcement ou l'étalement des aires de livraison et de levage.

Aucune opération de chargement ou déchargement, quelle que soit sa durée, ne sera autorisée hors de l'emprise des clôtures de chantier.

Chaque entreprise aura intégré les moyens de chargement-déchargement nécessaires à la réalisation des travaux, en conformité avec les dispositions du Code du travail, tels que :

- Camions auto-déchargeables, à grue auxiliaire ;
- Camions avec hayon élévateur.

Chaque entreprise devra prévoir les moyens de manutention horizontale nécessaires pour réduire autant que possible les efforts du personnel, tels que des engins motorisés, conteneurs mobiles à roulettes, diables, transpalettes, chariots à roulettes, etc...

## **h) Zones de stockage**

L'Entreprise Principale devra, pendant toute la durée de l'opération, la réalisation des zones de stockage, pour toutes les entreprises. Compris étalement préalable, si nécessaire.

La possibilité d'aménager des magasins à l'intérieur du bâtiment, à titre provisoire, pourra être autorisée par le Maître d'Œuvre, sous les conditions ci-dessous :

- Magasins clos et condamnés ;
- Aucun stockage de produits dangereux ;
- Nettoyage de chaque magasin par chaque attributaire ;
- Aménagement de chaque magasin par chaque attributaire : armoires, rangements, étagères, portes anti-effraction, dispositifs de sûreté, renforcements, protections des sols, moyens de lutte contre l'incendie, etc...
- Toutes autres conditions définies par le Maître d'Œuvre.
- Chaque attributaire aura la garde de son local et de son contenu, ainsi que la gestion des accès à ce local.
- Chaque attributaire devra libérer les locaux mis à disposition, et déménager son contenu sur demande du Maître d'Œuvre.

Le nombre et l'emplacement des magasins provisoires de chantier sera fixé par la Maîtrise d'Œuvre sur demande écrite des entreprises.

La surcharge de stockage admissible sera indiquée par la Maîtrise d'Œuvre, pour chaque magasin.

Chaque entreprise sera en charge d'organiser son stockage en conséquence (limitation des charges introduites, répartition des charges les plus lourdes près des porteurs), et de procéder à l'étalement provisoire éventuellement nécessaire.

Chaque entreprise sera en charge de réaliser les travaux nécessaires à la réalisation de ses propres magasins, ainsi que de la remise en l'état.

## **i) Modes opératoires**

Les tâches réalisées en coactivité devront être évitées ou sécurisées, de même que les superpositions de tâches.

De plus chaque entreprise veillera au port effectif, par chacun de ses intervenants, des Équipements de Protections Individuelles adaptés aux tâches à entreprendre.

### **Analyse de risques - Visite d'inspection commune - entreprises titulaires et sous-traitants**

Tous les Intervenants ont l'obligation de déclarer au Coordonnateur les entreprises contractantes, sous-traitantes, travailleurs indépendants, prestataires, devant travailler sur le site.

Avant toute intervention sur le chantier, les entreprises devront obtenir l'agrément du Maître d'Ouvrage, et ce, même si la visite d'inspection commune a été réalisée avec le coordonnateur SPS.

Avant remise de son PPSPS, chaque entreprise sera tenue de provoquer sa visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS, en prenant l'initiative de lui proposer par mail un rendez-vous au moins 2 semaines avant la date prévue d'intervention sur site.

Chaque entreprise sera tenue d'informer par écrit le Coordonnateur SPS de tout changement dans la masse ou la nature des travaux à effectuer ou de délais contractuels et de toutes modifications susceptibles d'engendrer des risques liés à la co-activité, à la superposition de tâches.

Nota : sont considérés comme sous-traitants :

- Les artisans « non salariés ».
- Les travailleurs indépendants et les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier.
- Les sociétés de montage et de démontage d'appareils, de machines ou d'installations.
- Les entreprises exécutant les opérations de montage/démontage d'échafaudages ou de sapines.

Tous ces sous-traitants sont assujettis aux obligations réglementaires d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS et de diffusion d'un PPSPS. Dans tous les cas, c'est le CSPS qui décide de la nécessité de réaliser une inspection commune selon les risques ou les durées d'intervention.

### **Analyse de risques - P.P.S.P.S.**

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise (y compris sous-traitante) devra établir et remettre au Coordonnateur Sécurité son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S).

Toutes les entreprises devront avoir un exemplaire de leur PPSPS sur le chantier. Un exemplaire de ce document devra être consultable en permanence sur le chantier.

Le PPSPS avec ses additifs, est un outil de travail du chantier. C'est un document qui indique de manière détaillée toutes les dispositions et toutes les mesures relatives à la sécurité et à la protection de la santé des personnels pour tous les travaux que l'entrepreneur va exécuter.

Il doit être établi en tenant compte des données générales et particulières contenues dans le PGCSPPS.

Le PPSPS est destiné à servir de guide et d'aide-mémoire aux personnels d'encadrement et d'exécution qui doivent l'utiliser lors de la réalisation de leurs travaux.

Chaque entreprise doit également utiliser son PPSPS pour assurer l'information et la formation à la sécurité de son personnel, en le commentant.

Le PPSPS doit obligatoirement contenir la description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques pour la sécurité et la santé des autres intervenants sur le chantier (risques « exportés ») ; pour chaque cas, l'entreprise doit notamment préciser :

- La nature des travaux ou des opérations présentant des risques « exportés »,
- Les zones du chantier concernées,
- Les matériels ou produits mis en œuvre,
- Les dates et durée des travaux ou des opérations,
- Les risques « exportés » prévisibles.

Au cours du déroulement du chantier, certaines mesures initialement prévues par l'entrepreneur pourront s'avérer insuffisantes, inapplicables ou remplaçables.

Dans ce cas, l'entrepreneur doit indiquer dans un additif à son PPSPS, les dispositions de sécurité d'une efficacité au moins équivalente qui doivent être mises en œuvre.

Ces substitutions doivent être portées à la connaissance du Coordonnateur SPS ainsi qu'aux autres destinataires du PPSPS.

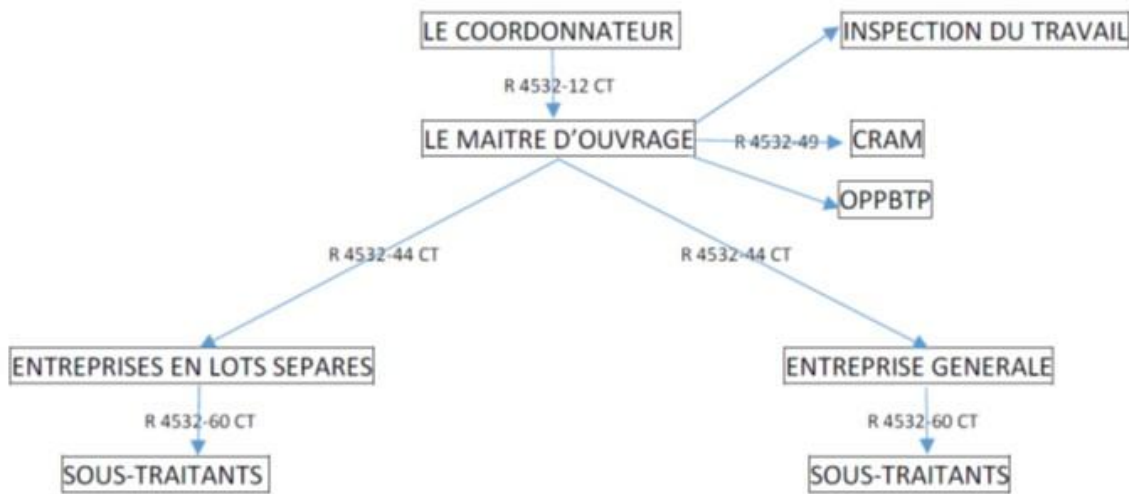
Les entreprises désigneront dans leur PPSPS :

- Les personnels formés pour travailler à partir d'un échafaudage de pied.
- Les personnels autorisés à conduire : engins de chantier, engins de levage, etc...
- Les S.S.T. (Sauveteurs Secouristes du Travail).

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, chaque entreprise complètera son PPSPS par l'adjonction de notes méthodologiques, fiche de tâches ou procédures ou mode opératoire... détaillant la manière de réaliser, en sécurité, les différents types de travaux.

Ces éléments devront être transmis 10 jours avant travaux au Coordonnateur SPS, pour harmonisation des PPSPS de l'opération.

Diffusion du PGC :



### Curage

L'Entreprise titulaire du marché de curage vérifiera que tous les réseaux électricité, gaz, eau, etc., aériens comme souterrains, ont bien été consignés et déconnectés physiquement, sur l'ensemble des sols et espaces concernant l'opération.

Avant début des travaux, l'Entreprise titulaire du marché de curage et de démolition vérifiera :

- Qu'elle est en possession de tous les retours de DICT ; et piquetage validé par le MOE
- La validité des diagnostics plomb et amiante « avant travaux ou démolition » ;
- L'affichage sur site des zones contenant des produits amiantés, validé par le MOE
- La solidité des planchers, escaliers, etc. ;
- La consignation effective de tous les réseaux ;
- L'absence de trémies ouvertes, abouts de planchers non protégés, etc. ;
- Que les bâtiments et installations sont vides de tout occupant, y compris occupants sans titre ;
- Que le renouvellement de l'air et l'éclairage des postes de travail sont suffisants.

L'Entreprise titulaire du lot démolition intégrera la présence de sous-sols ou vide sanitaire/cuve dans son mode opératoire et le choix de ses matériels et équipements.

Le mode opératoire retenu par l'Entreprise titulaire du lot démolition limitera la transmission des chocs aux constructions et terrains avoisinants.

Les méthodologies de désolidarisation des corps de bâtiments vis-à-vis des constructions mitoyennes feront l'objet d'une étude préalable à toute intervention, visée par le bureau d'étude de l'Entreprise titulaire du lot démolition.

Avant intervention sur les poteaux, poutres, planchers, l'Entreprise titulaire du lot démolition fera valider sa méthodologie par son bureau d'études.

Tous les intervenants présents sur site pendant les opérations de curage et de démolition porteront une tenue de travail haute-visibilité (HV2).

L'Entreprise titulaire du lot démolition prendra toutes les dispositions pour limiter l'émission de poussières à la source (brumisation notamment), emploiera des engins avec cabines en surpression, privilégiera l'émiettement et le morcellement et mettra en œuvre tous matériels permettant d'éviter les risques (tapis de sol caoutchouc, tapis-écrans caoutchouc suspendus ou portés, écrans en tôle sur structure échafaudée, filets et bâches, etc.).

En cas de découverte de parties d'ouvrages suspectes, ou ne correspondant pas aux prévisions et hypothèses prises en compte par le bureau d'études de l'Entreprise titulaire du lot démolition, (puits, fosses, fissurations, infiltrations, affaiblissement des porteurs, etc.), le personnel à l'origine de la découverte devra immédiatement assurer la sécurité des autres intervenants, ainsi que des tiers.

En ce qui concerne la dépose des produits amiantés, le plan de retrait (PRA) et/ou PPSPS sera diffusé au CSPS au préalable. La gestion des déchets dangereux de type amiante et plomb sera explicitée clairement dans le PRA.

L'Entreprise titulaire du lot démolition assurera la mise en sécurité du site au moment de son départ : protections collectives en place et vérifiées, sapines d'accès en fond de fouilles, etc...

### **Travaux de menuiseries extérieures**

La pose des menuiseries extérieures devra être exécutée sans dépose anticipée des protections collectives provisoires de chantier.

### **Travaux de plomberie**

L'entreprise chargée des travaux de plomberie devra notamment :

- assurer la prévention contre les risques d'incendie et d'intoxication ; l'entreprise annexera à son PPSPS les fiches de données de sécurité des produits utilisés : colles, joints, etc...
- aérer et, si besoin, ventiler les zones d'utilisation des produits.
- attacher les bouteilles d'oxygène et d'acétylène, verticalement, sur des chariots.
- respecter toutes les mesures de sécurité contre l'incendie lors de l'exécution de travaux par points chauds.

Travaux par points chauds : cf. paragraphe « Protection contre l'incendie ».

Pour les traversées de planchers, l'entreprise de plomberie devra mettre en œuvre en coordination avec l'entreprise Principale, dès ses travaux d'implantation des réservations, des protections de réservation assurant la sécurité intégrée, avant le coulage des planchers.

### **Travaux de ventilation**

Avant le début de ses travaux, l'entreprise chargée des travaux de ventilation doit réaliser le contrôle exhaustif de l'ensemble des protections mises en place.

Pour les traversées de planchers, l'entreprise chargée des travaux de ventilation devra mettre en œuvre en coordination avec l'entreprise Principale, dès ses travaux d'implantation des réservations, des protections de réservation assurant la sécurité intégrée, contre les risques de chute dans les réservations, avant le coulage des planchers.

L'entreprise chargée des travaux de ventilation devra mettre en œuvre ses ouvrages sans jamais déposer les protections de réservations dans les planchers, mises en place en phase de gros-œuvre.

### **Travaux d'ordre électrique**

NOTA : ce paragraphe concerne non seulement les travaux réalisés par l'entreprise d'électricité mais également ceux exécutés par tous les corps d'état qui effectuent des opérations d'ordre électrique sur le chantier : l'entreprise chargée de l'installation électrique provisoire de chantier, l'entreprise de chauffage, climatisation, courants faibles, etc.

Pour tous les travaux d'ordre électrique sur ou au voisinage d'une installation en exploitation, les entreprises doivent respecter les dispositions de sécurité imposées par la norme NFC 18-510 ainsi que celles contenues dans la publication UTE C 18-510.

Les travaux sous tension sont interdits. Tous les travaux doivent être réalisés hors tension, si nécessaire après consignation électrique.

Avant leur mise sous tension, les locaux électriques ainsi que les tableaux et les coffrets électriques devront pouvoir être fermés à clé ; l'entreprise d'électricité devra ensuite s'assurer que ces enceintes sont fermées en permanence. Ces locaux, dès que mis sous tension, sont équipés d'extincteurs.

L'accès à ces locaux sera réservé au personnel possédant une habilitation électrique appropriée.

### **Travaux d'ascenseurs et de monte-charge**

L'Entreprise Principale assurera la protection des baies d'ascenseur, à chaque niveau, par un élément de protection proposé par les fabricants, de type panneau métallique grillagé sur 2 m de hauteur, avec vérins réglables, et plinthe pleine en partie basse. Ces éléments devront pouvoir être déposés depuis l'intérieur des gaines d'ascenseurs.

La protection collective des gaines d'ascenseurs et de ses accès sera prise en charge par le titulaire du lot ascenseur dès son arrivée sur le chantier.

L'approvisionnement des moteurs et des cabines se fera sous le contrôle exclusif de l'ascensoriste qui précisera, à l'intérieur de son PPSPS ses moyens et méthodes de levage et de manutention. L'ascensoriste devra s'interdire tout approvisionnement exposant son personnel à des risques de chute à l'intérieur d'une gaine d'ascenseur.

La méthodologie choisie pour réaliser, depuis l'intérieur des gaines, l'installations des éléments entrant dans la composition des ascenseurs, devra également être détaillée dans le PPSPS de l'ascensoriste.

L'ascensoriste organisera ses travaux de sorte qu'aucun de ses salariés ne se retrouve isolé dans les gaines. L'analyse des situations de travail peut éventuellement conduire à mettre à disposition des travailleurs des dispositifs d'alarme pour travailleurs isolés (DATI).

La fourniture et le choix de ces équipements seront justifiés par leur adéquation avec la situation et leur cohérence avec les autres mesures mises en place dans le cadre des secours.

### **Travaux de menuiseries intérieures/parquets**

Chaque entreprise procèdera à l'évaluation des risques liés au ponçage de bois.  
Les mesures d'empoussièrement sur opérateur seront à la charge de leur employeur.

L'entreprise en charge des travaux de menuiseries intérieures devra à minima l'équipement d'un système d'aspiration à la source sur ses matériels, afin d'éviter l'inhalation des poussières de bois lors des travaux de découpe, rabotage et ponçage.

L'entreprise devra être en mesure de justifier que son personnel n'est pas exposé à des valeurs supérieures aux valeurs limites d'exposition professionnelle. Ces justifications doivent être portées au Document Unique d'Évaluation des Risques (DUE).

D'autre part, l'entreprise devra effectuer ses travaux de découpe sur un plan de travail ergonomique.

## **j) Mesures prises en matière d'interactions sur le site**

### **Accueil sur site et formation**

Les personnels de chaque entreprise, les intérimaires, les conducteurs d'engins comme de véhicules (camions auto-déchargeable, toupies, camions-bennes), devront avoir reçu, avant leur arrivée sur le chantier, une information pratique en matière de sécurité appropriée au site, et à la nature des travaux à effectuer.  
Chaque entreprise sera tenue d'y veiller quotidiennement.

Cette formation, qui sera assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe de chaque entreprise, devra porter sur :

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier, et autour du chantier ;
- Les conditions et horaires d'approvisionnement et emports ;
- Les conditions de sécurité adoptées par chaque entreprise pour l'exécution des travaux ;
- Les dispositions à prendre en cas d'accident ;
- Le contenu (et l'emplacement) de la boîte de premier secours.

### **Protection contre l'incendie**

Chaque entreprise utilisatrice de produits inflammables devra le mentionner dans son Plan Particulier de Sécurité (fiches de données de sécurité des produits à annexer au PPSPS).

Chaque entreprise qui effectuera des travaux par points chauds devra approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs adaptés à la nature des travaux réalisés.

Les travaux par points chauds devront cesser deux heures avant le départ des opérateurs.

Le soir, ces derniers procéderont, juste avant de quitter le chantier, à une inspection des travaux interrompus deux heures auparavant.

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par chaque entreprise.

L'Entreprise Principale placera des extincteurs en nombre suffisant dans chaque bâtiment (emplacement à porter à la connaissance de l'ensemble du personnel de chantier) et ce pendant toute la durée des travaux.

Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur le chantier.

### **Mise en œuvre de produits dangereux - Gaz d'échappement**

Les entreprises mettant en œuvre des produits pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnels devront choisir les produits les moins dangereux et se conformer aux recommandations portées aux fiches de données de sécurité, qui seront transmises au Coordonnateur.

Chaque entreprise devra capter les polluants à la source, ventiler les locaux de travail, former et informer leur personnel, et fournir les vêtements et équipements de protection individuels appropriés.

Les engins à moteur électrique seront privilégiés.

Chaque entreprise devra isoler ses zones de travail et en interdire l'accès aux autres corps d'état.

### **k) Protections collectives**

**Chaque entreprise rappellera à son personnel, avant le tout début des travaux, les modes opératoires retenus pour l'opération prise dans son intégralité, les risques éventuellement encourus par les opérateurs et l'ensemble des intervenants, et les mesures de prévention adoptées.**

Avant de déposer une protection collective, chaque entreprise doit la remplacer par une protection collective au moins équivalente. À défaut, le Maître d'œuvre appliquera les sanctions prévues au Marché de Travaux.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit, en cas de défaillance d'une entreprise, de faire appel à une entreprise du chantier, ou extérieure à celui-ci, pour mettre en place ou remettre en état les protections collectives, aux frais de l'entreprise défaillante.

### **Protections collectives contre les chutes de hauteur**

Chaque entreprise donnera priorité aux installations de protections définitives par rapport aux installations provisoires (escaliers, garde-corps, etc...).

L'Entreprise Principale sera chargée de la fourniture, de la mise en place, de la maintenance, de la surveillance, du démontage et de l'enlèvement des protections collectives, du début de l'opération jusqu'à la fin des travaux.

Les protections collectives mises en œuvre par l'Entreprise Principale seront adaptées aux travaux de chaque corps d'état, et devront permettre la réalisation des travaux de chaque lot en parfaite et totale sécurité.

Le matériel destiné aux protections collectives sera identifié et exclusivement réservé à cet usage.

Les protections collectives seront constituées principalement :

- de garde-corps en protection de tous les abouts de dalles, de baies, trémies, réservations, lanterneaux, etc., qui seront constitués par des garde-corps provisoires conformes à la norme NF EN 13374 dues par l'Entreprise Principale.
- des plaques métalliques en recouvrement des trémies et des réservations.
- des échafaudages de façades dus par l'entreprise titulaire du lot « Échafaudages ».

Les fers mis en œuvre par l'Entreprise de Gros-Œuvre seront crossés ou protégés à leurs extrémités.

L'entreprise chargée des travaux de charpente devra notamment réaliser un maximum d'opérations (montage, assemblage, etc.) au sol.



L'entreprise titulaire du lot « couverture » devra la mise en place des filets et platelages sous tous les éléments de charpente et débords, avant tout démarrage des travaux de couverture, dans quelque partie de bâtiment que ce soit.

### **Travaux en hauteur**

Quelle que soit la hauteur de travail, l'utilisation d'échelles et d'escabeaux comme poste de travail habituel sera proscrite.

Chaque entreprise devra utiliser des plates-formes réglementaires, roulantes ou non, équipé de dispositifs de protection contre les risques de chute de hauteur et de chute d'objet, tel que par exemple :

- échafaudages roulants.
- plateformes individuelles roulantes.
- PEMP (Plateforme Élévatrice Mobile de Personne) ciseaux ou à déport.
- Échafaudages de pied.

### **Gestion des poussières (bois, silice et particules de diesel)**

Les postes de travail potentiellement susceptibles d'être à l'origine d'émission de poussières ou d'odeurs nocives devront être protégées de façon étanche, au moyen de sas anti-poussière ; ou ventilés + port de masque et aspiration à la source

### **Protections collectives contre le bruit**

En cas d'utilisation prolongée de matériels et engins générateurs de bruit (piquage, sciage, désamiantage), et notamment en milieu clos (phénomènes de résonnance), l'entreprise qui génère le bruit mettra obligatoirement en œuvre une/des bâche acoustiques.

## **I) Protections individuelles**

**Les mesures de protections collectives seront toujours privilégiées par rapport aux protections individuelles.**

Les protections individuelles devront être utilisées lorsque des dispositifs de protection collective n'auront pas été mis en place, ou en complément de ceux-ci.

Les entreprises veilleront à mettre à la disposition de leur personnel les équipements de travail et les moyens de protections individuels adaptés aux types de tâches à exécuter ou à la situation de l'intervention.

Dans le cas d'utilisation de produits chimiques ou de travaux à risques particuliers (soudure à l'arc, au chalumeau, mise en œuvre de laine de verre et de roche, de peintures spéciales et vernis, de colles, de bitume fondu, poussières de bois, etc..), les entreprises porteront les équipements de protection prévus dans leur P.P.S.P.S., et se conformeront au mode opératoire préconisé par le fabricant.

## 5. MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

### Nettoyage du chantier

L'Entreprise Principale aura à sa charge :

- de réaliser toutes les opérations de nettoyage et de veiller au parfait état de propreté des voiries (à l'intérieur de l'emprise et à ses abords) ;
- d'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes de tri des déchets, y compris les déchets domestiques ;
- de mettre en place un dispositif destiné à assurer le nettoyage des roues des camions et engins à chacune des sorties du chantier.

Chaque entreprise devra maintenir en état de propreté ses postes de travail, évacuer ses gravais, déchets et décombres jusqu'aux points de regroupement convenus.

Le principe général régissant les opérations de nettoyage sera le suivant :

- les déchets et gravats de provenance déterminée (quelle que soient leur emplacement, à l'intérieur du chantier, comme aux abords du site) devront être évacués à la benne appropriée par l'entreprise dont ils sont issus ;
- les déchets et gravats de provenance indéterminée seront acheminés à la benne appropriée par une entreprise désignée par la direction de chantier.

La direction de chantier sera seule juge de la provenance des déchets et gravats.

En cas de manquement, la direction de chantier pourra :

- affecter à chaque entreprise sur site une zone précise du chantier à nettoyer quotidiennement ;
- ordonner le nettoyage général du chantier, autant de fois que nécessaire ;
- tous les frais de nettoyage seront alors imputés aux entreprises défaillantes (si elles sont identifiées) ou au compte inter-entreprise, au prorata du montant du marché des entreprises présentes sur site (augmenté de leurs avenants éventuels).

### Nettoyage des bureaux et cantonnements

Pendant toute la durée du chantier, l'Entreprise Principale devra organiser une campagne **quotidienne** de nettoyage des bureaux de chantier, des sanitaires, des vestiaires et des réfectoires.

Sur simple constat de la direction de chantier, et sans mise en demeure préalable, ce dernier pourra faire procéder au nettoyage ou au remplacement de parties d'installations défectueuses par une entreprise du chantier ou une entreprise extérieure.

Les frais résultants seront imputés à l'Entreprise de Gros-Œuvre.

### Évacuation des déchets

L'entreprise Principale aura intégré dans son offre les moyens de tri sélectif et d'évacuation des gravats nécessaires à la réalisation de tous les travaux de tous les corps d'état, en conformité avec les dispositions du Code du travail, et dans le respect du planning de travaux.

Les bennes à gravats seront mises à la disposition de tous les corps d'état par l'Entreprise Principale, pendant toute la durée du chantier.

Leur remplacement devra être effectué à chaque fois que cela s'avérera nécessaire, ou à périodicité fixe, sans jamais que ces bennes ne débordent.

Chaque entreprise devra exiger de ses transporteurs la mise en place de bâches ou de filets en recouvrement des bennes pendant le transport.

Chaque entreprise devra évacuer ses déchets dangereux (matériaux et produits inflammables, chimiques, polluants, etc...) hors du chantier, jusqu'aux déchetteries adaptées et en charge du traitement.

En ce qui concerne les déchets amiantés, une zone spécifique de stockage sera matérialisée sur chantier, les contenants seront de type rigide si la durée de stockage est importante sur site.

### **Mesures en cas de carence d'une entreprise**

Sur simple constat de la Maîtrise d'Ouvrage, et après mise en demeure préalable, ces derniers pourront faire procéder aux nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure.

Les frais résultants seront imputés à l'entreprise défaillante.

## 6. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS ET MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

### a) Procédures

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'accident devront avoir été enseignées à chaque intervenant, lors de son accueil sur site, par le chef de chantier de chaque entreprise.

Les entreprises prendront toutes les mesures nécessaires afin qu'aucun salarié ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru à bref délai.

#### Conduite à tenir en cas d'accident :

- En cas de blessé grave, appel Pompiers 18, SAMU 15, Police Secours 17 ou 112 depuis un téléphone portable pour évacuation rapide. Pas de déplacement du blessé avant l'arrivée des secours.



La personne ayant appelé les secours, ira ou fera en sorte qu'il y ait quelqu'un au point d'accueil pour accompagner les secours depuis l'entrée du chantier jusqu'au blessé.

- En cas de blessé léger, accompagner le blessé chez un médecin ou à l'Hôpital.
- En cas de petites blessures, utiliser la boîte à pharmacie pour premiers secours, puis examen par un pharmacien ou un médecin.

#### Transport des blessés :

- Le transport des accidentés et malades graves doit être assuré par les services de secours.
- Pas de déplacement du blessé avant l'arrivée des secours.

Chaque entreprise devra communiquer immédiatement après les faits, au Coordonnateur SPS:

- tout accident survenu sur le chantier.
- tout incident qui aurait pu avoir des conséquences graves sur la sécurité et la santé des salariés.
- toute déclaration d'accident survenu sur le chantier, complétée par l'arbre des causes pour les AT graves, ainsi que, en cas d'arrêt, le nombre de jours d'arrêt.

L'inspection du travail, la CRAMIF et l'OPPBTP devront également être avisés de tout accident de travail, dans les 48 heures.

### b) Appel des secours

Les entreprises Principales devront afficher dans les cantonnements, les bureaux et sur chaque palier, une affiche rappelant les numéros d'urgence et la conduite à tenir en cas d'accident.

A leur arrivée sur site, les chefs de chantier et chefs d'équipes de toutes les entreprises enregistreront, dans leurs téléphones portables, les numéros d'urgence, pompiers, police, ainsi que le numéro du portable du conducteur de travaux, etc...

### c) Affichage divers

Renseigner et afficher dans les bureaux, le document « EN CAS D'ACCIDENT » ci-dessous :

## EN CAS D'ACCIDENT



**LE CHEF OU LE SECOURISTE VOUS DEMANDE D'APPELER LES SECOURS**

**TÉLÉPHONEZ AU : 18** Pompiers **ou 112** Centre d'appels secours

**ET DITES...**

- 1 ICI CHANTIER :** \_\_\_\_\_  
à (commune ou arrondissement) \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_  
en face de \_\_\_\_\_  
Téléphone \_\_\_\_\_
- 2 PRÉCISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT...**  
(par exemple : éboulement, asphyxie, chute...) ... et la position du blessé (par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...) ... et s'il y a nécessité de dégagement.
- 3 SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSÉS ET LEUR ÉTAT**  
par exemple : trois ouvriers blessés (conscients ou inconscients) dont un saigne.
- 4 DÉCRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE**  
par exemple : premiers soins, bouche à bouche...
- 5 FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS**  
pour guider les secours.
- 6 FAITES RÉPÉTER LE MESSAGE**  
ne raccrochez jamais le premier.

Renseigner et afficher près de la pharmacie le document « LES PREMIERS SOINS » ci-dessous :



# LES PREMIERS SOINS

**SECOURISTES :**



**PLAIE**



PRODUIT CONSEILLÉ :

**COUP**



**AMPUTATION**



**DOULEUR**



**CEIL**



PRODUIT CONSEILLÉ :

**BRÛLURE**



PRODUIT CONSEILLÉ :

**VACCIN  
ANTI-TÉTANOS**

TOUS LES 10 ANS



## d) Accès

L'accès au chantier et le **point de rencontre** seront précisés sur le plan d'installation de chantier. Ceux-ci devront être maintenus libres et sans encombrement, en toutes circonstances.

Les entreprises titulaires des marchés veilleront, pendant toute la durée des travaux, à ce que l'accès des pompiers ainsi que des véhicules du SAMU soit possible à tout moment.

Aucun stockage, aucune opération de chargement ou de déchargement, aucun stationnement, ne sera réalisé sur ces accès.

Si les entreprises envisagent, pour l'exécution de leurs travaux, la modification des cheminements d'évacuation, elles doivent prendre des mesures compensatoires.

L'Entreprise de Gros-Œuvre devra posséder sur le chantier des nacelles d'évacuation, qui seront en permanence situées à portées des grues.

Ces nacelles seront régulièrement vérifiées (vérifications périodiques réglementaires).

### **e) Sauveteurs Secouristes du Travail**

Les entreprises titulaires des marchés assureront la présence permanente sur le chantier des S.S.T., dans le nombre requis en fonction des effectifs totaux présents sur le chantier chaque jour. Le nombre de SST est déterminé de façon à ce que le SST puisse intervenir dans les 3 premières minutes ; et pour cela il doit être à portée de voix et portée de vue de Tous.

Il est rappelé que les entreprises sont tenues de mentionner, à l'intérieur de leur PPSPS, l'indication du nombre de travailleurs du chantier qui ont reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence.

### **f) Trousses de secours**

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours (à vérifier - et éventuellement à compléter - régulièrement).

Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de l'endroit où ces boîtes sont placées.

## 7. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS ET TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

### Information des entreprises, sous-traitants, artisans, travailleurs indépendants

Chaque donneur d'ordre à une entreprise doit :

- l'informer de l'existence du contrat passé entre le Maître d'Ouvrage et le Coordonnateur SPS.
- intégrer le PGC aux pièces du marché de l'entreprise contractée.
- Etre présent lors de l'inspection commune

L'entrepreneur qui fait exécuter en tout ou partie, le contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, remet à ceux-ci un exemplaire du PGCSPS et le cas échéant, son PPSPS ou un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

Le sous-traitant tient compte dans l'élaboration de son PPSPS des informations fournies par l'entrepreneur ainsi que des dispositions contenues dans le PGCSPS.

### Enchaînement de tâches

Chaque entreprise sera en charge du respect de l'enchaînement des tâches prévues à son planning et dans la méthodologie des sous-traitants.

Chaque entreprise alertera par écrit le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS de tout décalage entre l'enchaînement des tâches prévu au planning, et les conditions réelles d'exécution, ce décalage pouvant entraîner un risque lié à une coactivité ou une superposition de tâches.

Par exemple : avant toute intervention entre faces coffrantes ou aux abords des banches (armatures, incorporations, par exemple), chaque entreprise donnera instruction à ses personnels de vérifier que ces banches sont correctement stabilisées.

### Travaux superposés

Les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec risque de superposition de tâche conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée, permettant ainsi d'éviter la superposition de tâches.

Cependant, avant de réaliser des travaux en élévation, chaque entreprise devra, de sa propre initiative, interdire la circulation des personnels en dessous et à l'aplomb de sa zone de travaux. Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place, la maintenance et l'enlèvement en fin de travaux, de barrières rigides (1m de hauteur minimum - type Heras, barrière police, lisses PVC sur cônes, auvents, filets, etc.), fermement assujetties aux sols.

Aucun intervenant ne sera autorisé à opérer sur une zone située en-dessous d'un poste de travail préexistant.

### Coactivité dans l'espace et dans le temps

Les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec risque de coactivité conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée, afin d'éviter la coactivité.

Chaque entreprise générant des risques exportés (voir PPSPS) sera en charge du balisage ou de la restriction d'accès, délimitant ainsi un périmètre de sécurité.

Chaque entreprise intervenant à proximité d'un poste de travail en activité sera tenue de signaler immédiatement sa présence aux personnels affectés à ce poste, et de préciser la nature des interventions prévues.



## 8. : LE DHOL Document Harmonisé des Opérations de Livraisons

Se référer à l'annexe 3 de la Recommandation CRAM R476

Préalablement à toute livraison sur le chantier, chaque entreprise est tenue de renseigner le DHOL, dont le modèle est annexé à ce PGC. Ce document, une fois renseigné, est annexé au PPSPS et transmis à l'ensemble de ses fournisseurs.

Le DHOL comprend à *minima* à les informations suivantes :

- Adresse de l'emprise travaux,
- Contraintes horaires de livraisons,
- Moyens mutualisés de levage et manutention,
- Quai de déchargement,
- Charge et volume maxi,
- Autres renseignements utiles (contraintes administratives...),
- Nom de l'entreprise,
- Nom du réceptionnaire,
- N° de tél. du réceptionnaire,
- Le PIC du chantier comprenant :
  - Les accès
  - Les voies de circulation (entrée / sortie et aire de nettoyage)
  - Installations sanitaires
  - Points sensibles (lignes électriques, câbles, charges admissibles, etc.)
  - Zones de stockage
  - Gabarits à respecter
- Le plan de circulation avec les contraintes et obligations liées à l'environnement immédiat du chantier.

Ce document vise toutes les livraisons pour alimenter le chantier, à l'exception :

- Des livraisons du béton,
- Des livraisons en vrac
- Des livraisons par convois exceptionnels.

Dans ce dernier cas, l'entreprise qui reçoit les matériaux doit prendre contact avec le gestionnaire de site pour s'assurer que ces livraisons sont réalisables en sécurité et sont compatibles avec les entrées/sorties du chantier.

CSPS	Nom	①
Mise à jour	Date de modification	Éléments modifiés

Partie à remplir par le CSPS				
Adresse chantier		Coordonnées GPS		
Contraintes horaires de livraisons		Moyens mutualisés de levage et manutention (cf. PGCSPS)		
Autres renseignements utiles (contraintes administratives...)		Qual de déchargement	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non



Partie à renseigner par le client (entreprise du BTP)				
Nom de l'entreprise		Adresse siège		
Nom du réceptionnaire		Coordonnées du réceptionnaire		
Plages horaires de livraisons				
Présence chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non		
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion	<input type="checkbox"/> d(m) <input type="checkbox"/> h(m)	Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	<input type="checkbox"/>	
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> grue de chargement	<input type="checkbox"/> appareil propre au chantier <input type="checkbox"/> appareil à la charge du fournisseur		Type
Autres renseignements utiles				

### Au verso : (à rédiger par CSPS)

→ Projet PIC avec :

- Accès
- Voies de circulation
- Installations sanitaires
- Points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie)
- Zones de stockage
- Dimensions des aires de stockage
- Charges admissibles
- Nature du terrain
- Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit)

## ANNEXE 01

	Représentant	Téléphone
<b>Maître d'ouvrage</b> <b>Château de Fontainebleau</b> 	<b>PALAIS NATIONAL</b> M-C LABOURDETTE, Présidente Anne MENY-HORN, Administratrice Générale Quitterie DELEGUE, Administratrice Générale Adjointe Guillaume TROUVÉ Directeur des Bâtiments et des Jardins DPC Muriel BARBIER Martine CHAILLE Vincent COCHET Anaïs DOREY Sarah PARONETTO  DBJ Xavier COLIN – Sécurité sûreté DBJ Karine RODIER – Agent de prévention DBJ  SET Bruno CUISSETTE – SET Jean-Christophe VINCENT  Pôle de coordination et de fonctionnement Alexandre QUINZAN	01 60 71 50 74   06 77 70 86 20  06 24 09 53 65  06 77 16 76 92 07 63 97 35 63  06 24 09 53 65 06 18 47 82 25  06 45 68 53 63
<b>Maître d'ouvrage délégué</b> 	<b>Département opérationnel C</b> Guy GARCIN – <i>Directeur opérationnel</i>  Lise PUREN – Cheffe de projet l.puren@oppic.fr  Frédéric Renault – Chargé d'opération <a href="mailto:f.renault@oppic.fr">f.renault@oppic.fr</a>	 06 14 13 91 75  06 30 55 61 21

<b>SPS</b>	<b>ESPACE ETUDES</b> Tassadit ISSAD tassadit.issad@espace-etudes.org	07 67 82 12 18
<b>Bureau de contrôle</b>	<b>ALPHA CONTROLE</b> Agence Ile de France Est 19 rue de l'Université 93160 NOISY LE GRAND <b>Nabil TAMENDJARI</b> ntamendjari@alphacontrole.com	06 24 29 80 73
<b>Logisticien Base vie</b>	M. AMARA <a href="mailto:hocine93@yahoo.fr">hocine93@yahoo.fr</a>	06 29 16 64 81
<b>Maîtrise d'œuvre (MANDATAIRE DU GROUPEMENT)</b> Architecte en Chef des Monuments Historiques	<b>Cabinet PONSOT</b> Patrick PONSOT Château Place du Gal de Gaulle 77300 FONTAINEBLEAU <a href="mailto:direction@cabinetponsot.fr">direction@cabinetponsot.fr</a>	06 07 89 55 67
<b>BET Fluides (CO TRAITANT)</b>	<b>Alternet</b> 7 rue Abel Hovelacque 75 013 PARIS -Elec : Nicolas FERRALI <a href="mailto:Nicolas.ferrali@alternet-consulting.com">Nicolas.ferrali@alternet-consulting.com</a> -CVC : Astrid LAFONTAINE Astrid.LAFONTAINE@alternet.net -ASC : Alexandre REINE <a href="mailto:alexandre.reine@alternet.net">alexandre.reine@alternet.net</a>	06 23 29 04 91
<b>BET Structure (CO TRAITANT)</b>	<b>PARICA</b> 21 rue du Laos 75015 PARIS Raphaël PASCAL <a href="mailto:r.pascal@parica.fr">r.pascal@parica.fr</a>	06 72 06 29 71
<b>BET GEOTECHNIQUE (CO TRAITANT)</b>	<b>FONDASOL</b> Moulay Zerhouni <a href="mailto:moulay.zerhouni@groupefondasol.com">moulay.zerhouni@groupefondasol.com</a>	07 89 94 25 89
<b>Économiste (sous-traitant MOE)</b>	<b>Cabinet FRANCOIS</b> 14, rue de Queuleu 57 070 METZ <a href="mailto:p.francois@cabinetvmh.com">p.francois@cabinetvmh.com</a> Anthony GILLES <a href="mailto:a.gilles@cabinetvmh.com">a.gilles@cabinetvmh.com</a> Aylin BOYRAZ <a href="mailto:a.boyraz@cabinetvmh.com">a.boyraz@cabinetvmh.com</a>	06 73 47 90 35

<b>OPC (sous-traitant MOE)</b>	<b>Cabinet Philippe MACHEFER</b> 5 rue des Jacobins 49100 ANGERS Philippe.machefer@cpm-economistes.fr Sylvain.godebout@cpm-economiste.fr Cedric.navarro@cpm-economistes.fr	06 07 36 49 28 06 43 97 08 97 07 89 24 03 50
Coordinateur SSI	<b>Alternet</b> 7 rue Abel Hovelacque 75 013 PARIS Davy MATOKO <a href="mailto:Davy.MATOKO@alternet.net">Davy.MATOKO@alternet.net</a>	



